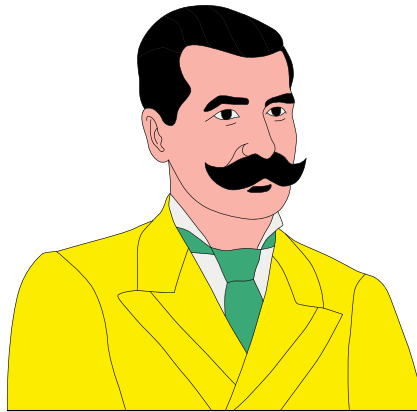


nos
GÉANTS**HONORÉ MERCIER**
(1840-1894)

Hamza Tabaïchount

Montréal, 22 novembre 1885. Honoré Mercier, chef du Parti libéral du Québec, s'adresse à une foule de 50 000 personnes réunies au champ-de-Mars :

« Riel, notre frère, est mort, victime de son dévouement à la cause des métis dont il était le chef, victime du fanatisme et de la trahison [...] »

Ce discours-là, c'est l'un des plus importants de l'histoire du Québec.

C'est carrément la mise au monde politique d'Honoré Mercier.

Générique

Une semaine plus tôt, Louis Riel, chef des métis, a été pendu par le gouvernement fédéral. Opposé à l'expansionnisme canadien-anglais, il était accusé de haute trahison pour avoir mené la rébellion du Nord-Ouest.

Louis Riel « sera pendu même si tous les chiens du Québec aboient en sa faveur », dira le premier ministre canadien John A. Macdonald.

Pour les Canadiens français du Québec et de partout au Canada, l'exécution de Riel est l'acte odieux d'un pays qui ne veut pas d'eux. Le crime d'une Confédération qui, âgée d'à peine 18 ans, écrase déjà les communautés francophones pour étendre son territoire.

C'est ce sentiment qui est cristallisé sur le champ-de-Mars durant cette froide journée de novembre.

Pour Mercier, l'exécution de Louis Riel devait être la naissance d'un nouveau jour. Celui de l'unité des Canadiens français, trop longtemps divisés entre libéraux et conservateurs. Son père, Jean-Baptiste Mercier, est un partisan inconditionnel de Louis-Joseph Papineau.

Il partage ses convictions républicaines au point d'aider les patriotes à fuir aux États-Unis après la rébellion de 1837.

Honoré Mercier sera tout aussi politisé que son père. Il étudie le droit à Saint-Hyacinthe, au cabinet d'Augustin-Cyrille Papineau, neveu de Louis-Joseph.

Parallèlement à ses études, Mercier devient journaliste et connaît ses premiers engagements politiques. Dans ses textes, il se montre critique du projet de Confédération, qu'il estime contraire aux intérêts des Canadiens français, et plaide pour l'indépendance du Canada face au Royaume-Uni.

Fervent catholique, fier patriote, il s'inquiète pour les libertés religieuses et les droits linguistiques des siens sous la nouvelle Confédération canadienne de 1867.

Avec d'autres, Honoré Mercier cultive l'idée de fonder un parti qui unirait les Canadiens français, libéraux et conservateurs, pour la défense de leur nation.

C'est ainsi qu'est né le Parti national, un parti fédéral issu d'une coalition entre libéraux et conservateurs modérés. Il réunira finalement plus de libéraux que de conservateurs et siègera sous le leadership du Parti libéral d'Alexander Mackenzie.

Il se joint à l'opposition au premier ministre John A. Macdonald.

Lors de sa première intervention à la Chambre des communes, le 14 mai 1873, un Mercier enflammé se porte à la défense des minorités francophones et catholiques du Canada. Lorsque le gouvernement du Nouveau-Brunswick cesse de financer les écoles catholiques de la province, il demande au fédéral de s'interposer :

« Nous avons, nous, députés catholiques de Québec, dans les provinces maritimes, des frères en religion et en nationalité qui ont su conserver, à travers les tempêtes de toutes sortes, soulevées par la persécution, le précieux héritage transmis par leurs ancêtres. Leur cause est la nôtre, leur prière est la nôtre; et dans ce moment ce ne sont pas seulement les cent mille catholiques du Nouveau-Brunswick qui supplient la majorité de cette chambre; mais c'est un million et demi de Canadiens, qui professent la même religion et qui ont leurs représentants dans cette chambre. »

Mercier défend les droits des minorités tout en prévenant la majorité anglo-protestante : elle pourrait elle-même devenir minoritaire si les francophones exilés aux États-Unis décidaient un jour de revenir.

L'audace d'Honoré Mercier n'est appréciée ni par le pouvoir ni par l'opposition. Lorsque les libéraux renversent le gouvernement Macdonald, ils ne veulent plus du Parti national dans leurs rangs.

Honoré Mercier ne se laisse pas abattre. Quelques années plus tard, il se lance dans l'arène politique québécoise.

Un an à peine après l'exécution du chef métis Louis Riel, Honoré Mercier remporte les élections générales du 14 octobre 1886. Il devient premier ministre du Québec à la tête d'une nouvelle coalition entre libéraux et conservateurs dissidents. C'est l'union sacrée dont il rêve depuis si longtemps.

Cette union-là, il l'avait rêvée au niveau fédéral; elle survient finalement au niveau provincial.

Mercier se place en héritier des patriotes de 1837-1838 et appelle à faire du Québec un sanctuaire pour la culture francophone en Amérique.

Pour y arriver, il fait de l'éducation l'une des priorités de son gouvernement. Il ouvre notamment des bibliothèques publiques et des écoles du soir, qui auront un succès inespéré pour l'alphabétisation de la classe ouvrière et des cultivateurs.

Mercier veut également contrer l'exil des Canadiens français vers les États-Unis. Il crée donc le ministère de la Colonisation afin d'ouvrir l'accès à des régions isolées et de développer le territoire avec l'aide d'un certain curé, Antoine Labelle. Il investit aussi massivement dans le développement d'un réseau de chemin de fer et offre du soutien financier aux agriculteurs.

Mais Honoré Mercier n'est pas naïf. Il sait très bien que tous ces efforts de développement ne mèneront à rien tant que la structure politique du Canada ne sera pas modifiée. La Confédération qui a exécuté Louis Riel pouvait aussi mettre à mort la volonté d'émancipation du Québec.

C'est pourquoi Honoré Mercier fait d'un principe politique le grand combat de son mandat de premier ministre : l'autonomie provinciale.

Il critique les tendances centralisatrices du gouvernement fédéral et le pouvoir de désaveu dont dispose Ottawa, qui lui permet entre autres d'annuler les lois votées par les législatures provinciales.

Si ces revendications autonomistes n'obtiennent pas immédiatement gain de cause, elles envoient un signal clair au gouvernement fédéral : Ottawa ne pourrait pas unilatéralement décider de l'avenir politique du pays.

C'est là tout l'héritage d'Honoré Mercier.

Il aura été un visionnaire et un avant-gardiste. Un homme d'État courageux, animé par l'amour de sa patrie, qui s'est fait protecteur d'une autodétermination compromise dès les balbutiements de la Confédération.

Biz

Révision : Claude Corbo, professeur en sciences politiques